

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006587]

10 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2024 modifiant diverses dispositions relatives au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, en vue de transposer partiellement les directives (UE) 2023/959 et 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, inséré par le décret du 21 juin 2012 ;

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, l'article 1<sup>er</sup>, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto ;

Vu le rapport du 28 août 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 15 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.126/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 18 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre du Climat et de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITION GÉNÉRALE

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement :

1<sup>o</sup> la directive (UE) 2023/959 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et la décision (UE) 2015/1814 concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union ;

2<sup>o</sup> la directive (UE) 2023/958 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 modifiant la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la contribution de l'aviation à l'objectif de réduction des émissions dans tous les secteurs de l'économie de l'Union et la mise en œuvre appropriée d'un mécanisme de marché mondial.

## CHAPITRE II. — MODIFICATIONS DE L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON DU 4 JUILLET 2002 RELATIF A LA PROCEDURE ET A DIVERSES MESURES D'EXECUTION DU DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

**Art. 2.** A l'article 19, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> le plan de surveillance approuvé par l'Agence wallonne de l'air et du climat conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre ; » ;

b) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> l'obligation de restituer pour le 30 septembre des quotas correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre de l'établissement au cours de l'année civile précédente telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 10 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. » ;

c) dans l'alinéa 2, les mots « installations et » sont abrogés.

**Art. 3.** Dans l'article 46, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> le plan de surveillance approuvé par l'Agence wallonne de l'air et du climat conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre ; » ;

b) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> l'obligation de restituer pour le 30 septembre des quotas correspondant aux émissions totales de gaz à effet de serre de l'établissement au cours de l'année civile précédente telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 10 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto. » ;

c) dans l'alinéa 2, les mots « installations et » sont abrogés.

CHAPITRE III. — MODIFICATIONS DE L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON DU 22 JUIN 2006 ÉTABLISSANT LA LISTE DES INSTALLATIONS ET ACTIVITÉS ÉMETTANT DES GAZ À EFFET DE SERRE VISÉES PAR LE DÉCRET DU 10 NOVEMBRE 2004 INSTAURANT UN SYSTÈME D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE, CRÉANT UN FONDS WALLON KYOTO ET RELATIF AUX MÉCANISMES DE FLEXIBILITÉ DU PROTOCOLE DE KYOTO

**Art. 4.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2012, les mots « installations et » sont abrogés.

**Art. 5.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les installations et activités » sont remplacés par les mots « Les activités des installations fixes » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « annexe I/1 » sont remplacés par les mots « annexe 2 ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/2 rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>/2. L'exploitant d'une installation peut décider de continuer de relever du décret du 10 novembre 2004, jusqu'à la fin de la période en cours ou jusqu'à la fin de la période suivante lorsque l'installation :

1° relève du champ d'application du décret du 10 novembre 2004 en raison de l'exploitation d'unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW, et ;

2° modifie ses procédés de production afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et ne respecte plus le seuil de 20 MW.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut entendre par période, une période de cinq ans visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 10 novembre 2004.

L'exploitant de ladite installation informe l'Agence wallonne de l'air et du climat de son choix.

L'Agence wallonne de l'air et du climat communique à la Commission nationale Climat, pour notification à la Commission européenne, les modifications par rapport à la liste présentée à la Commission européenne conformément à l'article 3, § 2, du décret du 10 novembre 2004. ».

**Art. 7.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1 est remplacé par ce qui suit :

« 1. Ne sont pas visées par la présente annexe :

a) les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés ;

b) les installations dans lesquelles les émissions issues de la combustion d'une biomasse contribuent à plus de 95 pour cent en moyenne aux émissions totales moyennes de gaz à effet de serre de l'installation, au cours de la période précédente.

Pour l'application du point 1, b),

1° il faut entendre par période, une période de cinq ans visée à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 10 novembre 2004 ;

2° la biomasse visée est celle qui satisfait aux critères établis par les actes d'exécution adoptés par la Commission européenne en application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la directive 2003/87/CE. » ;

2° le 3 est remplacé par ce qui suit :

« 3. Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, il est procédé par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW ne sont pas prises en considération dans ce calcul. » ;

3° le tableau repris sous le 5., est remplacé par ce qui suit :

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux) À partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2024, combustion de combustibles dans des installations d'incinération de déchets municipaux dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW, uniquement pour l'application de l'article 10, paragraphe 1 <sup>er</sup> du décret du 10 novembre 2004.	Dioxyde de carbone
Raffinage d'huile, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production de coke	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone
Production de fer ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure	Dioxyde de carbone

Activités	Gaz à effet de serre
Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferro-alliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage.	Dioxyde de carbone
Production d'aluminium primaire ou d'alumine	Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés
Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées	Dioxyde de carbone
Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées.	Dioxyde de carbone
Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone
Séchage ou calcination du gypse ou production de plaques de plâtre et d'autres produits à base de gypse, avec une capacité de production de gypse calciné ou de gypse secondaire sec supérieure à 20 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.	Dioxyde de carbone
Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.	Dioxyde de carbone
Production de noir de carbone par carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les craqueurs et les résidus de distillation, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production d'acide nitrique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'acide adipique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production de glyoxal et d'acide glyoxylique	Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote
Production d'ammoniac	Dioxyde de carbone
Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production d'hydrogène (H <sub>2</sub> ) et de gaz de synthèse, avec une capacité de production supérieure à 5 tonnes par jour	Dioxyde de carbone
Production de soude (Na <sub>2</sub> CO <sub>3</sub> ) et de bicarbonate de sodium (NaHCO <sub>3</sub> )	Dioxyde de carbone
Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par la présente directive en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil	Dioxyde de carbone
Transport des gaz à effet de serre en vue de leur stockage géologique dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE, à l'exclusion des émissions relevant d'une autre activité régie par la directive 2003/87/CE	Dioxyde de carbone
Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil	Dioxyde de carbone

**Art. 8.** Dans l'annexe I/1 du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2011, le tableau est remplacé par le tableau qui suit :

Aviation	Dioxyde de carbone
<p>Vols au départ ou à l'arrivée d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre soumis aux dispositions du traité sur l'Union européenne.</p> <p>Vols entre aéroports situés dans deux États différents qui sont énumérés dans l'acte d'exécution adopté en vertu de l'article 25 bis, paragraphe 3, de la directive 2003/87/CE et vols reliant la Suisse ou le Royaume-Uni et les États qui sont énumérés dans l'acte d'exécution adopté en vertu de l'article 25 bis, paragraphe 3, de la directive 2003/87/CE et, aux fins de l'article 12, paragraphes 6 et 8, et de l'article 28 quater, de la directive 2003/87/CE, tout autre vol entre aéroports qui sont situés dans deux pays tiers différents, assurés par les exploitants d'aéronefs qui remplissent l'ensemble des conditions suivantes:</p> <p>a) les exploitants d'aéronefs sont titulaires d'un certificat de transporteur aérien délivré par un État membre ou sont enregistrés dans un État membre, y compris dans les régions ultrapériphériques, les dépendances et les territoires de cet État membre; et</p> <p>b) ils produisent des émissions annuelles de CO<sub>2</sub> supérieures à 10 000 tonnes, qui proviennent de l'utilisation d'avions ayant une masse maximale certifiée au décollage supérieure à 5 700 kg et effectuant des vols relevant de la présente annexe, autres que ceux au départ et à l'arrivée dans le même État membre, y compris les régions ultrapériphériques du même État membre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021; aux fins du présent point, les émissions des types de vols suivants ne sont pas prises en compte:</p> <p>i) vols d'État;</p> <p>ii) vols humanitaires;</p> <p>iii) vols médicaux;</p> <p>iv) vols militaires;</p> <p>v) vols de lutte contre le feu;</p> <p>vi) vols précédant ou suivant un vol humanitaire, médical ou de lutte contre le feu, à condition que ces vols aient été effectués avec le même aéronef et aient été nécessaires à l'accomplissement des activités humanitaires, médicales ou de lutte contre le feu correspondantes ou au repositionnement de l'aéronef après ces activités en vue de sa prochaine activité.</p> <p>Sont exclus de la définition des vols :</p> <p>a) les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres, d'un pays autre que les États membres, lorsque cela est corroboré par une indication appropriée du statut dans le plan de vol;</p> <p>b) les vols militaires effectués par les avions militaires et les vols effectués par les services des douanes et de la police;</p> <p>c) les vols de recherche et de sauvetage, les vols de lutte contre le feu; les vols humanitaires et les vols médicaux d'urgence autorisés par l'autorité compétente;</p> <p>d) les vols effectués exclusivement selon les règles de vol à vue telles que définies à l'annexe 2 de la convention de Chicago;</p> <p>e) les vols se terminant à l'aéroport d'où l'aéronef avait décollé et au cours desquels aucun atterrissage intermédiaire n'a été effectué;</p> <p>f) les vols d'entraînement effectués exclusivement aux fins d'obtention d'une licence, ou d'une qualification dans le cas du personnel navigant technique, lorsque cela est corroboré par une remarque adéquate sur le plan de vol, à condition que les vols ne servent pas au transport de passagers et/ou de marchandises, ni pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs;</p> <p>g) les vols effectués exclusivement aux fins de travaux de recherche scientifique ou de contrôles, d'essais ou de certification d'aéronefs ou d'équipements qu'ils soient embarqués ou au sol;</p> <p>h) les vols effectués par des aéronefs dont la masse maximale certifiée au décollage est inférieure à 5 700 kg;</p> <p>i) les vols effectués dans le cadre d'obligations de service public imposées conformément au règlement (CEE) n° 2408/92 aux liaisons au sein des régions ultrapériphériques spécifiées à l'article 299, paragraphe 2, du traité ou aux liaisons dont la capacité offerte ne dépasse pas 50 000 sièges par an;</p> <p>j) les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un transporteur aérien commercial effectuant:</p> <p>— soit moins de 243 vols par période pendant trois périodes consécutives de quatre mois,</p> <p>— soit des vols produisant des émissions totales inférieures à 10 000 tonnes par an.</p> <p>Les vols visés aux points <i>l</i>) et <i>m</i>) ou effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, des monarques régnants et leur proche famille, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres d'un État membre ne peuvent pas être exclus en vertu du présent point ;</p> <p>k) du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2030, les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un exploitant d'aéronef non commercial effectuant des vols dont les émissions annuelles totales sont inférieures à 1 000 tonnes par an, y compris les émissions des vols visés aux points <i>l</i>) et <i>m</i>) ;</p> <p>l) les vols au départ d'aéroports situés en Suisse à destination d'aéroports situés dans l'EEE;</p> <p>m) les vols au départ d'aéroports situés au Royaume-Uni à destination d'aéroports situés dans l'EEE.</p>	

## CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS FINALES

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024, à l'exception de l'article 7, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**Art. 10.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions et le Ministre qui a le climat dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/006587]

**10. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2024 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, um die Richtlinien (EU) 2023/959 und 2023/958 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 teilweise umzusetzen**

Die Wallonische Regierung beschließt

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 45, § 1, Absatz 2, 5<sup>o</sup>, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012;

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto, Artikel 1, in der abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgas ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, die in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls genannt sind;

Aufgrund des am 28. August 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2<sup>o</sup> des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf die Abgabe eines Gutachtens am 15. Dezember 2023 unter der Nummer 75.126/4 im Register der Gesetzgebungsabteilung eingetragen wurde;

Aufgrund der Entscheidung der Gesetzgebungsabteilung vom 18. Dezember 2023, kein Gutachten innerhalb der geforderten Frist abzugeben, in Anwendung von Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Klima und der Ministerin für Umwelt

Und nach Beratung

Folgendes:

## KAPITEL I. — ALLGEMEINE BESTIMMUNG

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird Folgendes teilweise umgesetzt:

1<sup>o</sup> Richtlinie (EU) 2023/959 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Union und des Beschlusses (EU) 2015/1814 über die Einrichtung und Anwendung einer Marktstabilitätsreserve für das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Union;

2<sup>o</sup> Richtlinie (EU) 2023/958 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG in Bezug auf den Beitrag des Luftverkehrs zum gesamtwirtschaftlichen Emissionsreduktionsziel der Union und die angemessene Umsetzung eines globalen marktbasierten Mechanismus.

**KAPITEL II — ÄNDERUNGEN DES ERLASSES DER WALLONISCHEN REGIERUNG VOM 4. JULI 2002 ÜBER DAS VERFAHREN UND DIE VERSCHIEDENEN AUSFÜHRUNGSMASSNAHMEN DES DEKRETS VOM 11. MÄRZ 1999 ÜBER DIE UMWELTGENEHMIGUNG**

**Art. 2** - Artikel 19, § 3, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umwelt, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom Donnerstag, 17. Februar 2022, wird wie folgt abgeändert:

a) 3<sup>o</sup> wird durch Folgendes ersetzt:

„3<sup>o</sup> den Überwachungsplan, der von der „Agence wallonne de l’Air et du Climat“ gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2022 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, genehmigt wurde;“;

b) 5° wird durch Folgendes ersetzt:

„5° Verpflichtung, bis zum 30. September Zertifikate abzugeben, die den gesamten Treibhausgasemissionen der Einrichtung im vorangegangenen Kalenderjahr entsprechen, wie sie gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls geprüft wurden.“;

c) in Absatz 2 wird das Wort „Anlagen“ gestrichen.

**Art. 3** - Artikel 46, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses, der zuletzt durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 17. Februar 2022 geändert wurde, wird folgendermaßen abgeändert:

a) 3° wird durch Folgendes ersetzt:

„3° den Überwachungsplan, der von der „Agence wallonne de l’Air et du Climat“ gemäß Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2022 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf Betriebe, die eine Treibhausgasemissionen bewirkende Tätigkeit ausüben, genehmigt wurde;“;

b) 5° wird durch Folgendes ersetzt:

„5° Verpflichtung, bis zum 30. September Zertifikate abzugeben, die den gesamten Treibhausgasemissionen der Einrichtung im vorangegangenen Kalenderjahr entsprechen, wie sie gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls geprüft wurden.“;

c) in Absatz 2 wird das Wort „Anlagen“ gestrichen.

**KAPITEL III — ÄNDERUNGEN DES ERLASSES DER WALLONISCHEN REGIERUNG VOM 22. JUNI 2006 ZUR AUFSTELLUNG DER LISTE DER SPEZIFIZIERTE TREIBHAUSGASE AUSSTOßENDEN ANLAGEN UND TÄTIGKEITEN, DIE IN DEM DEKRET VOM 10. NOVEMBER 2004 ZUR EINFÜHRUNG EINES SYSTEMS FÜR DEN HANDEL MIT TREIBHAUSGASEMISSIONSZERTIFIKATEN, ZUR EINRICHTUNG EINES WALLONISCHEN KYOTO-FONDS UND ÜBER DIE FLEXIBILITÄTSMCHANISMEN DES KYOTO-PROTOKOLLS GENANNT SIND**

**Art. 4** - Im Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der spezifizierten Treibhausgase ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten, die in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls genannt sind, abgeändert durch den Erlass vom 13. Dezember 2012, werden die Worte „Anlagen und“ gestrichen;

**Art. 5** - Artikel 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Worte „Die Anlagen und Tätigkeiten“ durch die Worte „Die festgelegten Tätigkeiten und Anlagen“ ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Worte „Anhang I/1“ durch die Worte „Anhang 2“ ersetzt.

**Art. 6** - In denselben Erlass wird ein Artikel 1/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Artikel 1/2. Der Betreiber einer Anlage kann beschließen, bis zum Ende des laufenden Zeitraums oder bis zum Ende des nächsten Zeitraums weiterhin unter das Dekret vom 10. November 2004 zu fallen, wenn die Anlage Folgendes erfüllt:

1° fällt aufgrund des Betriebs von Verbrennungseinheiten mit einer gesamten Feuerungswärmeleistung von mehr als 20 MW in den Anwendungsbereich des Dekrets vom 10. November 2004 und;

2° verändert Produktionsprozesse, um seine Treibhausgasemissionen zu reduzieren, und hält den Schwellenwert von 20 MW nicht mehr ein.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter „Zeitraum“ ein Zeitraum von fünf Jahren gemäß Artikel 3, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zu verstehen.

Der Betreiber der genannten Anlage informiert die Wallonische Luft- und Klimaagentur („Agence wallonne de l’Air et du Climat“) über seine Wahl.

Die Wallonische Luft- und Klimaagentur teilt der Nationalen Kommission Klima zur Mitteilung an die Europäische Kommission die Änderungen im Vergleich zu der Liste mit, die der Europäischen Kommission gemäß Artikel 3, § 2 des Dekrets vom 10. November 2004 vorgelegt wurde.“

**Art. 7** - In Anhang 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„1. Nicht vom vorliegenden Anhang erfasst sind:

a) Anlagen oder Teile von Anlagen, die für die Erforschung, die Entwicklung oder die Erprobung von neuen Produkten und Verfahren verwendet werden;

b) Anlagen, bei denen die Emissionen aus der Verbrennung von Biomasse im vorhergehenden Zeitraum durchschnittlich zu mehr als 95 Prozent der durchschnittlichen gesamten Treibhausgasemissionen der Anlage beitragen.

Für die Anwendung von Punkt 1, b) gilt:

1° unter „Zeitraum“ ist ein Zeitraum von fünf Jahren gemäß Artikel 3, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zu verstehen;

2° die genannte Biomasse ist jene, die die Kriterien erfüllt, die in den von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 14 § 1 der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakten festgelegt sind.“;

2° 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„3. Um die gesamte Feuerungswärmeleistung einer Anlage zu berechnen, um darüber zu entscheiden, ob die Anlage in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten aufgenommen werden soll, addiert man die Feuerungswärmeleistungen aller technischen Einheiten, die Bestandteil der Anlage sind, und in denen Brennstoffe innerhalb der Anlage verbrannt werden. Bei diesen Einheiten kann es sich um alle Arten von Heizkesseln, Brennern, Turbinen, Erhitzern, Industrieöfen, Verbrennungsöfen, Kalzinierungsöfen, Brennöfen, Öfen, Trocknern, Motoren,

Brennstoffzellen, CLC-Einheiten („Chemical looping combustion units“), Fackeln aller Art sowie um thermische bzw. katalytische Nachbrenner handeln. Die Einheiten, deren Feuerungswärmeleistung weniger als 3 MW beträgt, werden bei dieser Berechnung nicht berücksichtigt.“;

3° die Tabelle unter 5 wird durch Folgendes ersetzt:

Tätigkeiten	Treibhausgas
Verbrennung von Brennstoffen in Anlagen, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt (mit Ausnahme der Anlagen zur Verbrennung von gefährlichen oder städtischen Abfällen) Ab dem 1. Januar 2024 Verbrennung von Brennstoffen in Verbrennungsanlagen für Siedlungsabfälle mit einer gesamten Feuerungswärmeleistung von mehr als 20 MW, nur für die Anwendung von Artikel 10, Paragraph 1 des Dekrets vom 10. November 2004.	Kohlendioxid
Erdölraffinerie, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden.	Kohlendioxid
Herstellung von Koks	Kohlendioxid
Rösten, Sintern, einschließlich des Pelletierens von Metallerz (einschließlich des sulfidischen Erzes)	Kohlendioxid
Herstellung von Eisen und Stahl (Primär- und Sekundärschmelzung), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von Eisenmetallen (einschließlich der Ferrolegierungen), wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden. Die Verarbeitung umfasst u.a. die Walzanlagen, die Erhitzer, die Glühöfen, die Schmieden, die Gießereien, die Beschichtungseinheiten und die Abbeizeinheiten	Kohlendioxid
Herstellung von Primäraluminium oder Aluminiumoxid	Kohlendioxid und perfluorierte Kohlenwasserstoffe
Herstellung von Sekundäraluminium, wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden	Kohlendioxid
Herstellung oder Verarbeitung von nicht eisenhaltigen Metallen, einschließlich der Produktion von Legierungen, der Raffination, des Gießens etc., wenn Verbrennungseinheiten, deren gesamte Feuerungswärmeleistung (einschließlich der als Reduktionsmittel verwendeten Brennstoffe) mehr als 20 MW beträgt, betrieben werden.	Kohlendioxid
Herstellung von Klinker (Zement) in Drehöfen mit einer Herstellungskapazität über 500 Tonnen pro Tag oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Kalk, einschließlich der Kalzinierung von Dolomit und Magnesit, in Drehöfen oder in anderen Ofenarten mit einer Herstellungskapazität von über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Glas, einschließlich Glasfasern, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan mit einer Herstellungskapazität über 75 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Dämmstoff aus Mineralwolle ab Steinen, Glas oder Schlacke, mit einer Schmelzkapazität über 20 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Trocknen oder Kalzinieren von Gips oder Herstellung von Gipsplatten und anderen Produkten auf Gipsbasis mit einer Produktionskapazität von mehr als 20 Tonnen kalziniertem Gips oder trockenem Sekundärgips pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen.	Kohlendioxid
Herstellung von Papier oder Pappe mit einer Herstellungskapazität über 20 Tonnen pro Tag.	Kohlendioxid
Herstellung von Ruß durch Karbonisierung organischer Substanzen wie Öle, Teere, Kracker und Destillationsrückstände mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Salpetersäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Adipinsäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Herstellung von Glyoxal und Glyoxalsäure	Kohlendioxid und Distickstoffoxid
Gewinnung von Ammoniak	Kohlendioxid
Herstellung von losen organischen chemischen Produkten mittels Cracken, Reformierung, teilweiser oder ganzen Oxidation oder mittels anderer vergleichbarer Verfahren mit einer Herstellungskapazität von über 100 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid

Tätigkeiten	Treibhausgas
Herstellung von Wasserstoff (H <sub>2</sub> ) und Synthesegas mit einer Herstellungskapazität von über 5 Tonnen pro Tag	Kohlendioxid
Herstellung von Soda (Na <sub>2</sub> CO <sub>3</sub> ) und von Natriumbicarbonat (NaHCO <sub>3</sub> )	Kohlendioxid
Abscheidung von Treibhausgasen aus Anlagen, die unter vorliegende Richtlinie fallen, zwecks Förderung und geologischer Speicherung in einer gemäß der Richtlinie 2009/31/EG genehmigten Speicherstätte des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates sowie der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates	Kohlendioxid
Transport von Treibhausgasen zwecks ihrer geologischen Speicherung in einer gemäß der Richtlinie 2009/31/EG genehmigten Speicherstätte, ausgenommen Emissionen, die unter eine andere Tätigkeit fallen, die von der Richtlinie 2003/87/EG geregelt wird	Kohlendioxid
Geologische Speicherung von Treibhausgasen in einer Speicherstätte, genehmigt gemäß der Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates sowie der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates	Kohlendioxid

**Art. 8** - In Anhang I/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2011, wird die Tabelle durch die folgende Tabelle ersetzt:

<p>Luftverkehr</p> <p>Flüge, die von einem Flugplatz abgehen oder auf einem Flugplatz enden, der sich in einem Hoheitsgebiet eines Mitgliedsstaats befindet, der den Bestimmungen des Vertrags der Europäischen Union unterliegt.</p> <p>Flüge zwischen Flugplätzen in zwei verschiedenen Staaten, die in dem nach Artikel 25a, Paragraph 3 der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakt angeführt sind, sowie Flüge zwischen der Schweiz oder dem Vereinigten Königreich und den Staaten, welche in dem nach Artikel 25a, Paragraph 3 der Richtlinie 2003/87/EG erlassenen Durchführungsrechtsakt angeführt sind, Paragraph 3 der Richtlinie 2003/87/EG und für die Zwecke von Artikel 12 Absätze 6 und 8 sowie Artikel 28c der Richtlinie 2003/87/EG alle anderen Flüge zwischen Flugplätzen, die in zwei verschiedenen Drittstaaten liegen, die von Luftfahrzeugbetreibern durchgeführt werden, welche alle folgenden Bedingungen erfüllen:</p> <p>a) die Luftfahrzeugbetreiber verfügen über ein von einem Mitgliedsstaat ausgestelltes oder in einem Mitgliedsstaat ausgestelltes Luftverkehrsbetreiberzeugnis oder sind in einem Mitgliedsstaat eingetragen, einschließlich der Gebiete in äußerster Peripherie, abhängiger Gebiete und der Hoheitsgebiete dieses Mitgliedsstaats, und</p> <p>b) sie verursachen ab dem 1. Januar 2021 jährliche CO<sub>2</sub>-Emissionen von mehr als 10 000 Tonnen aus dem Einsatz von Flugzeugen mit einer höchstzulässigen Startmasse von mehr als 5 700 kg auf Flügen, die unter diesen Anhang fallen, die nicht in demselben Mitgliedsstaat, einschließlich der Gebiete in äußerster Peripherie desselben Mitgliedsstaats, starten oder enden; für die Zwecke dieses Punktes werden die Emissionen folgender Arten von Flügen nicht berücksichtigt:</p> <p>i) Flüge im Auftrag des Staates;</p> <p>ii) humanitäre Flüge;</p> <p>iii) medizinische Flüge;</p> <p>iv) militärische Flüge;</p> <p>v) Flüge zur Brandbekämpfung;</p> <p>vi) Flüge, die einem humanitären, medizinischen oder einem Flug zur Brandbekämpfung vorausgehen oder folgen, sofern diese Flüge mit demselben Luftfahrzeug durchgeführt wurden und für die Durchführung der entsprechenden humanitären, medizinischen oder Brandbekämpfungstätigkeiten oder für die Neupositionierung des Luftfahrzeugs nach diesen Tätigkeiten für seine nächste Tätigkeit erforderlich waren.</p> <p>Von der Definition von Flügen ist Folgendes ausgeschlossen:</p>	Kohlendioxid
--	--------------



- a) Flüge, die ausschließlich zur Beförderung eines regierenden Monarchen und seinen unmittelbaren Familienangehörigen, von Staatsoberhäuptern, Regierungschefs und Ministern aus einem anderen Land als den Mitgliedsstaaten in offizieller Mission durchgeführt werden, sofern dies durch eine entsprechende Angabe des Status im Flugplan bestätigt wird;
- b) Militärflüge mit Militärflugzeugen und Flüge, die von Zoll- und Polizeibehörden durchgeführt werden;
- c) Such- und Rettungsflüge, Flüge zur Brandbekämpfung, humanitäre Flüge und Flüge in medizinischen Notfällen, die von der zuständigen Behörde genehmigt wurden;
- d) Flüge, die ausschließlich nach Regeln des Sichtflugs im Sinne von Anhang 2 des Abkommens von Chicago durchgeführt werden;
- e) Flüge, die auf dem Flugplatz enden, von dem das Luftfahrzeug gestartet ist, und bei denen keine Zwischenlandung durchgeführt wurde;
- f) Übungsflüge, die ausschließlich zum Zweck des Erwerbs einer Lizenz oder einer Berechtigung im Falle von Flugbegleitern durchgeführt werden, sofern dies durch einen entsprechenden Vermerk im Flugplan bestätigt wird und die Flüge nicht der Beförderung von Fluggästen und/oder Fracht oder der Positionierung oder Überführung von Luftfahrzeugen dienen;
- g) Flüge, die ausschließlich zum Zweck der wissenschaftlichen Forschung oder der Kontrolle, Erprobung oder Zulassung von Luftfahrzeugen oder Ausrüstungen durchgeführt werden, unabhängig davon, ob sie sich an Bord oder am Boden befinden;
- h) Flüge mit Luftfahrzeugen mit einer höchstzulässigen Startmasse von weniger als 5 700 kg;
- i) Flüge im Rahmen von gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2408/92 auf Strecken innerhalb der in Artikel 299, Paragraph 2 des Vertrags genannten Gebiete in äußerster Peripherie oder auf Strecken mit einer angebotenen Kapazität von höchstens 50 000 Sitzplätzen pro Jahr ;
- j) Flüge, die mit Ausnahme dieses Punktes unter diese Tätigkeit fallen würden, die von einem gewerblichen Luftfahrtunternehmen durchgeführt werden, das Folgendes durchführt:  
- oder weniger als 243 Flüge pro Zeitraum in drei aufeinanderfolgenden Zeiträumen von vier Monaten,  
- oder Flüge mit gesamten Emissionen von weniger als 10 000 Tonnen pro Jahr.
- Flüge gemäß Punkt *l*) und *m*) oder die ausschließlich zur Beförderung in Ausübung ihres Amtes von regierenden Monarchen und ihren unmittelbaren Familienangehörigen, sowie von Staatschefs, Regierungschefs und zur Regierung gehörenden Ministern eines Mitgliedsstaats durchgeführt werden, können von den Vorschriften unter diesem Punkt nicht ausgenommen werden;
- k) vom 1. Januar 2013 bis zum 31. Dezember 2030: Flüge, die mit Ausnahme dieses Punktes unter diese Tätigkeit fallen würden und von einem nicht gewerblichen Luftfahrzeugbetreiber durchgeführt werden, der Flüge mit jährlichen Gesamtemissionen von weniger als 1 000 Tonnen pro Jahr durchführt, einschließlich der Emissionen aus den unter den Punkt *l* und *m* genannten Flügen;
- l) Flüge von Flugplätzen in der Schweiz zu Flugplätzen im EWR;
- m) Flüge von Flugplätzen im Vereinigten Königreich zu Flugplätzen im EWR.

#### KAPITEL IV. — SCHLUSSBESTIMMUNGEN

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft. Ausgenommen hiervon sind Artikel 7, 1° und 2°, welche am 1. Januar 2026 in Kraft treten.

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, am 10. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastruktur

Ph. HENRY

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006587]

**10 APRIL 2024.** — Besluit van de Waalse Regering van 10 april 2024 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijnen (EU) 2023/959 en 2023/958 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 45, § 1, tweede lid, 5°, ingevoegd bij het decreet van 21 juni 2012;

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op artikel 1, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het rapport van 28 augustus 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 15 december 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 75.126/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 18 december 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALING

**Artikel 1.** Bij dit besluit worden de volgende richtlijnen gedeeltelijk omgezet:

1° Richtlijn (EU) 2023/959 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG tot vaststelling van een systeem voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Unie en Besluit (EU) 2015/1814 betreffende de instelling en de werking van een marktstabiliteitsreserve voor de EU-regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten

2° Richtlijn (EU) 2023/958 van het Europees Parlement en de Raad van 10 mei 2023 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG wat betreft de bijdrage van de luchtvaart aan de emissiereductiedoelstelling van de Unie voor de hele economie en de passende toepassing van een wereldwijde marktgebaseerde maatregel.

#### HOOFDSTUK II — WIJZIGINGEN IN HET BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 4 JULI 2002 BETREFFENDE DE PROCEDURE EN DIVERSE MAATREGELEN VOOR DE UITVOERING VAN HET DECREET VAN 11 MAART 1999 BETREFFENDE DE MILIEUVERGUNNING

**Art. 2.** In artikel 19, § 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° het monitoringplan goedgekeurd door het "Agence wallonne de l'air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen;"

b) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° de verplichting om tegen 30 september emissierechten in te leveren die overeenstemmen met de totale broeikasgasemissies van de inrichting tijdens het voorgaande kalenderjaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. ";

c) in het tweede lid worden de woorden "installaties en" opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 46, § 3, lid 1, van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° het monitoringplan goedgekeurd door het "Agence wallonne de l'air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de bedrijven die een activiteit met broeikasgasemissies uitoefenen;"

b) punt 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° de verplichting om tegen 30 september emissierechten in te leveren die overeenstemmen met de totale broeikasgasemissies van de inrichting tijdens het voorgaande kalenderjaar zoals bevestigd overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto. ";

c) in het tweede lid worden de woorden "installaties en" opgeheven.

#### HOOFDSTUK III. — WIJZIGINGEN IN HET BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 22 JUNI 2006 TOT OPSTELLING VAN DE LIJST VAN DE BROEIKASGASUITSTOTENDE INSTALLATIES EN ACTIVITEITEN BEDOELD IN HET DECREET VAN 10 NOVEMBER 2004 TOT INVOERING VAN EEN REGELING VOOR DE HANDEL IN BROEIKASGASEMISSIERECHTEN, TOT OPRICHTING VAN EEN "FONDS WALLON KYOTO" EN BETREFFENDE DE FLEXIBILITEITSMECHANISMEN VAN HET PROTOCOL VAN KYOTO

**Art. 4.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto worden de woorden "installaties en" opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 1 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "de installaties en activiteiten" vervangen door de woorden "de activiteiten van de vaste installaties";

2° in het tweede lid worden de woorden "bijlage I/1" vervangen door de woorden "bijlage 2".

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 1/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 1/2. De exploitant van een installatie kan besluiten om onder het decreet van 10 november 2004 te blijven vallen tot het einde van de lopende periode of tot het einde van de volgende periode wanneer de installatie:

1° binnen het toepassingsgebied valt van het decreet van 10 november 2004 wegens de exploitatie van verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch vermogen van meer dan 20 MW, en;

2° haar productieprocessen wijzigt om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen en niet langer voldoet aan de drempel van 20 MW.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder "periode" verstaan de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 november 2004.

De exploitant van de installatie brengt het "Agence wallonne de l'air et du climat" op de hoogte van zijn keuze.

Het "Agence wallonne de l'air et du climat" brengt de Nationale Klimaatcommissie, voor kennisgeving aan de Europese Commissie, op de hoogte van de wijzigingen aan de lijst die bij de Europese Commissie werd ingediend overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 10 november 2004. "

**Art. 7.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° punt 1 wordt vervangen door wat volgt:

"1. De volgende installaties vallen niet onder deze bijlage:

a) de installaties of delen van installaties die voor onderzoek, ontwikkeling en het testen van nieuwe producten en processen worden gebruikt;

b) de installaties waarin de emissies uit de verbranding van biomassa gemiddeld voor meer dan 95% bijdragen tot de totale gemiddelde broeikasgasemissies van de installatie over de voorafgaande periode.

Voor de toepassing van punt 1, b),

1° wordt onder periode verstaan, de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 november 2004;

2° is de bedoelde biomassa, de biomassa die voldoet aan de criteria vastgesteld door de uitvoeringsbesluiten aangenomen door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, van richtlijn 2003/87/EG. ";

2° punt 3 wordt vervangen door wat volgt:

"3. Wanneer het totale nominaal thermisch ingangsvermogen van een installatie wordt berekend met het oog op het nemen van een besluit inzake de opneming ervan in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, worden het nominaal thermisch ingangsvermogen van alle technische eenheden die deel uitmaken van de installatie en waarin brandstoffen worden verbrand, bij elkaar opgeteld. Deze eenheden kunnen onder andere alle soorten stookketels, branders, turbines, verwarmingstoestellen, ovens, verbranders, gloeiovens, draaiovens, droogovens, drogers, motoren, brandstofcellen, chemische looping- verbrandingseenheden, fakkels en thermische of katalytische naverbranders omvatten. Eenheden met een nominaal thermisch ingangsvermogen van minder dan 3 MW worden bij deze berekening buiten beschouwing gelaten. ";

3° de tabel onder 5. wordt vervangen door volgt:

Activiteiten	Broeikasgassen
Verbranding van brandstof in installaties met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW (met uitzondering van installaties voor het verbranden van gevaarlijke afvalstoffen of gemeentelijk afval) Vanaf 1 januari 2024, verbranding van brandstoffen in installaties voor de verbranding van stedelijk afval met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW, uitsluitend voor de toepassing van artikel 10, paragraaf 1, van het decreet van 10 november 2004.	Kooldioxide
Olieraffinage, waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt.	Kooldioxide
Productie van cokes	Kooldioxide
Roosten of sinteren, met inbegrip van pelletiseren, van ertsen (met inbegrip van zwavelhoudend erts)	Kooldioxide
Productie van ijzer of staal (primaire of secundaire smelting) inclusief continugieten, met een capaciteit van meer dan 2,5 t per uur	Kooldioxide
Productie of verwerking van ferrometalen (inclusief ferrolegeringen) waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt. De verwerking omvat, onder andere, walsen, herverhitters, gloeiovens, smederijen, gieterijen, coating en beitsen	Kooldioxide

Activiteiten	Broeikasgassen
Productie van primair aluminium of aluminiumoxide	Kooldioxide en perfluorkoolstoffen
Productie van secundair aluminium waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen van meer dan 20 MW worden gebruikt	Kooldioxide
Productie of verwerking van non-ferrometalen, inclusief productie van legeringen, raffinage, gieterij, enz., waarbij verbrandingseenheden met een totaal nominaal thermisch ingangsvermogen (inclusief brandstoffen gebruikt als reduceermiddel) van meer dan 20 MW worden gebruikt.	Kooldioxide
Productie van cementklinkers in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 t per dag of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Productie van kalk of het calcineren van dolomiet of magnesiet in draaiovens of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van glas, met inbegrip van de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 t per dag	Kooldioxide
Fabricage van isolatiemateriaal uit minerale wol met gebruikmaking van glas, steen of slakken met een smeltcapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Drogen of calcineren van gips of het produceren van gipsplaten en andere gipsproducten, met een productiecapaciteit van gecalcineerd gips of droog secundair gips van meer dan 20 ton per dag.	Kooldioxide
Productie van pulp uit hout of andere vezelhoudende materialen	Kooldioxide
Productie van papier of karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 t per dag	Kooldioxide
Productie van roet waarbij organische stoffen zoals olie, teer, kraak- en destillatieresiduen worden verkoold, met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag.	Kooldioxide
Productie van salpeterzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van adipinezuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van glyoxal en glyoxylzuur	Kooldioxide en distikstofoxide
Productie van ammoniak	Kooldioxide
Productie van organische bulkchemicaliën door kraken, reforming, gedeeltelijke of volledige oxidatie of vergelijkbare processen, met een productiecapaciteit van meer dan 100 t per dag	Kooldioxide
Productie van waterstof (H <sub>2</sub> ) en synthegas met een productiecapaciteit van meer dan 5 ton per dag	Kooldioxide
Productie van natriumcarbonaat (Na <sub>2</sub> CO <sub>3</sub> ) en natriumbicarbonaat (NaHCO <sub>3</sub> )	Kooldioxide
Afvang van broeikasgassen, geproduceerd door installaties die onder deze richtlijn vallen, met het oog op hun vervoer en geologische opslag in een opslaglocatie waarvoor een vergunning is verleend krachtens Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide en tot wijziging van Richtlijn 85/337/EEG van de Raad, Richtlijnen 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG en 2008/1/EG en Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad.	Kooldioxide
Vervoer van broeikasgassen voor geologische opslag in een opslaglocatie waarvoor krachtens Richtlijn 2009/31/EG een vergunning is verleend, met uitzondering van de emissies die onder een andere activiteit uit hoofde van richtlijn 2003/87/EG vallen.	Kooldioxide
Geologische opslag van broeikasgassen op een opslaglocatie waarvoor een vergunning is verleend krachtens Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide en tot wijziging van Richtlijn 85/337/EEG van de Raad, de Richtlijnen 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG en 2008/1/EG en Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad	Kooldioxide

**Art. 8.** In bijlage I/1 bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2011, wordt de tabel vervangen door wat volgt:

Luchtvaart	Kooldioxide
<p>Vluchten vanaf of naar een luchthaven gelegen op het grondgebied van een lidstaat onderworpen aan de bepalingen van het Europese verdrag</p> <p>Vluchten tussen luchtvaartterreinen die gelegen zijn in twee verschillende staten die zijn opgenomen in de overeenkomstig artikel 25 bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG vastgestelde uitvoeringshandeling, en vluchten tussen Zwitserland of het Verenigd Koninkrijk en de staten die zijn opgenomen in de overeenkomstig artikel 25 bis, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG vastgestelde uitvoeringshandeling, alsook, voor de toepassing van artikel 12, paragrafen 6 en 8, en artikel 28 quater van Richtlijn 2003/87/EG, elke andere vlucht tussen luchtvaartterreinen in twee verschillende derde landen, uitgevoerd door vliegtuigexploitanten die aan alle onderstaande voorwaarden voldoen:</p> <p>a) de vliegtuigexploitanten zijn in het bezit van een bewijs luchtvaartexploitant dat door een lidstaat is afgegeven of zijn geregistreerd in een lidstaat, met inbegrip van de ultraperifere gebieden, de onderhorigheden en de gebiedsdelen van die lidstaat, en</p> <p>b) zij produceren jaarlijks meer dan 10 000 ton CO<sub>2</sub>-emissies door het gebruik van luchtvaartuigen met een gecertificeerde maximale startmassa van meer dan 5 700 kg voor vluchten zoals bedoeld in deze bijlage, met uitzondering van vluchten die in dezelfde lidstaat, met inbegrip van de ultraperifere gebieden van die lidstaat, vertrekken en aankomen, vanaf 1 januari 2021; voor de toepassing van dit punt wordt geen rekening gehouden met de uitstoot van de volgende soorten vluchten:</p> <p>i) staatsvluchten;</p> <p>ii) humanitaire vluchten;</p> <p>iii) medische vluchten;</p> <p>iv) militaire vluchten;</p> <p>v) brandbestrijdingsvluchten;</p> <p>vi) vluchten voorafgaand aan of volgend op een humanitaire, medische of brandbestrijdingsvlucht, mits deze vluchten met hetzelfde luchtvaartuig worden uitgevoerd en noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de desbetreffende humanitaire, medische of brandbestrijdingsactiviteiten of voor het verplaatsen van het luchtvaartuig na deze activiteiten voor zijn volgende activiteit.</p> <p>Van de definitie van vluchten zijn uitgesloten:</p> <p>a) vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd voor het vervoer op een officiële dienstreis van een regerend vorst en zijn directe familie, staatshoofden, regeringsleiders en ministers van de regering van een ander land dan een lidstaat, wanneer dit wordt bevestigd door een overeenkomstige statusindicator in het vluchtplan;</p> <p>b) militaire vluchten die worden uitgevoerd door militaire luchtvaartuigen en vluchten die worden uitgevoerd door douane- en politiediensten;</p> <p>c) vluchten in verband met opsporing en redding, vluchten in het kader van brandbestrijding, humanitaire vluchten en medische noodvluchten waarvoor toestemming is verleend door de ter zake bevoegde autoriteit;</p> <p>d) vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd volgens zichtvliegvoorschriften als bedoeld in bijlage 2 bij het Verdrag van Chicago;</p> <p>e) vluchten die eindigen op het luchtvaartterrein van waar het luchtvaartuig is opgestegen en tijdens welke geen tussenlanding is gemaakt;</p> <p>f) lesvluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel het behalen van een vliegbrevet, of van een bevoegdverklaring in het geval van cockpitpersoneel, wanneer dit wordt bevestigd door een overeenkomstige opmerking in het vluchtplan, met uitzondering van vluchten die dienen voor het vervoer van passagiers en/of lading en van veerdienstvluchten en positioneringsvluchten;</p> <p>g) vluchten die uitsluitend worden uitgevoerd met als doel wetenschappelijk onderzoek of het controleren, testen of certificeren van luchtvaartuigen of van grond- of boordapparatuur;</p> <p>h) vluchten die worden uitgevoerd door luchtvaartuigen met een gecertificeerde maximumstartmassa van minder dan 5 700 kg;</p> <p>i) vluchten, uitgevoerd in het kader van de openbardienstverplichtingen die overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 2408/92 worden opgelegd op routes in de ultraperifere gebieden, zoals gedefinieerd in artikel 299, § 2, van het Verdrag, of op routes waar de aangeboden capaciteit 50 000 zitplaatsen per jaar niet overschrijdt;</p> <p>j) vluchten die zonder dit punt onder deze activiteit zouden vallen, uitgevoerd door commerciële luchtvervoersondernemingen die:</p> <p>- gedurende drie opeenvolgende periodes van vier maanden minder dan 243 vluchten per periode uitvoeren, , - vluchten met een totale emissie van minder dan 10 000 t per jaar uitvoeren.</p> <p>Vluchten bedoeld in de punten <i>l</i>) en <i>m</i>) of die uitsluitend worden uitgevoerd voor het vervoer op een officiële dienstreis van een regerend vorst en zijn directe familie, staatshoofden, regeringsleiders en ministers van een regering van lidstaat, mogen krachtens dit punt niet worden uitgesloten;</p> <p>(k) van 1 januari 2013 tot en met 31 december 2030, vluchten die, met uitzondering van dit punt, onder die activiteit zouden vallen, uitgevoerd door een niet-commerciële vliegtuigexploitant die vluchten uitvoert met een totale jaarlijkse emissie van minder dan 1 000 ton per jaar, met inbegrip van emissies van onder <i>l</i>) en <i>m</i>) bedoelde vluchten;</p> <p>l) vluchten van luchtvaartterreinen in Zwitserland naar luchtvaartterreinen in de EER;</p> <p>m) vluchten van luchthavens in het VK naar luchthavens in de EER.</p>	

## HOOFDSTUK IV. — SLOTBEPALINGEN

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024 met uitzondering van artikel 7, 1° en 2°, dat op 1 januari 2026 in werking treedt.

**Art. 10.** De Minister van Leefmilieu en de Minister van Klimaat zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203378]

**19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie et l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, l'article 14, modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022, et l'article 29, modifié en dernier lieu par le décret du 19 mai 2023;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;

Vu le rapport du 31 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2024;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.715/4;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de PMC donné le 12 mars 2024;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie et du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et aux associations de copropriétaires » sont supprimés;

2° le paragraphe est complété par un second alinéa rédigé comme suit : « Les conditions fixées au § 1<sup>er</sup> ne s'appliquent pas aux associations de copropriétaires. ».